



**Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste (FLNKS)**

## **COMMUNIQUE FLNKS**

**APPEL AU CALME ET A L'APPAISEMENT**

**DEMANDES DE RETRAIT DU PROJET DE LOI CONSTITUTIONNELLE ET  
DE CONSTITUTION D'UNE MISSION DE MEDIATION POUR UNE REPRISE DU DIALOGUE**

**Nouméa, le 22 mai 2024**

Avant toute chose, le Bureau Politique du FLNKS tient à apporter son soutien et exprimer ses sincères condoléances auprès des familles endeuillées suite aux événements tragiques survenus ces derniers jours.

En concertation avec l'ensemble des groupes de pression composant le FLNKS (UC, PALIKA, UPM, RDO), le Bureau Politique du FLNKS souhaite porter à la connaissance de la population calédonienne et de l'Etat les indications suivantes :

Après la semaine d'extrême tension et de violence en Kanaky Nouvelle-Calédonie, la priorité pour le FLNKS demeure aujourd'hui le retour au calme de sorte à ce que chaque Calédonienne et Calédonien puisse circuler librement, s'approvisionner en produits de premières nécessités et avoir accès aux services publics les plus élémentaires. Le FNKS réitère ainsi son appel à l'apaisement auprès des personnes mobilisées sur les routes afin de permettre à nos écoliers et étudiants, à nos concitoyennes et concitoyens les plus vulnérables et, de manière générale, à l'ensemble de la population calédonienne fragilisée par cette situation, de renouer avec la confiance et la sécurité en Kanaky Nouvelle-Calédonie.

Malgré les tensions qui persistent, le FLNKS note une amélioration de la situation et constate l'élan de bienveillance et de solidarité dont ont fait preuve les citoyens à l'égard, tout particulièrement, des personnes les plus démunies. Le FLNKS salue également les initiatives des responsables politiques engagées dans les institutions qui concourent, à travers leurs compétences respectives, à sécuriser et protéger les populations impactées par la situation actuelle.

Prenant acte de la mesure exceptionnelle d'état d'urgence décrétée par l'Exécutif national sur le territoire de Kanaky Nouvelle-Calédonie, le FLNKS met en garde l'Etat sur la nature et les méthodes d'interventions des forces de police, de gendarmerie et de l'armée présentes en nombre dans le pays qui se feraient en dehors de tout cadre légal. Aucun dérapage, ni aucun débordement ne seront tolérés et le Front salue, en ce sens, la mission sénatoriale créé récemment visant à contrôler et à suivre l'action du Gouvernement français dans la mise en œuvre de l'état d'urgence en Kanaky Nouvelle-Calédonie.



Le FLNKS déplore qu'au niveau de l'Etat aucune mesure ne permette de faire respecter scrupuleusement les interdictions de transport et de port d'armes décidées par le Haut-commissaire de la République depuis une semaine maintenant. Il est inadmissible de constater aujourd'hui dans notre pays, qu'en pareil situation, des personnes armées puissent circuler librement et ôter des vies en toute impunité. Rien ne justifie la mort d'une personne. C'est un aveu d'échec terrible pour l'Etat français dont la responsabilité de maintenir l'ordre public lui incombe au titre des compétences dites régaliennes.

Le FLNKS veillera également à ce que tout soit mis en œuvre pour éclaircir les conditions dans lesquelles des jeunes kanak ont pu être lâchement assassinés par arme à feu dans les rues de Nouméa. C'est un préalable au rétablissement de la paix civile dont l'Etat ne pourra se dédouaner.

Par ailleurs, le FLNKS engagé dans une volonté de retour au calme, déplore la gestion de la situation par le Haut-commissaire qui, par ses déclarations publiques, n'a eu de cesse de nourrir et d'attiser un feu qu'il n'a manifestement pas été en mesure de prévenir. Ces interventions médiatiques sont graves et complètement irresponsables dans cette période où les propos de chacun se doivent d'être mesurés et réfléchis.

A ce stade, le FLNKS affirme que les opérations de rétablissement de l'ordre public engagées par l'Etat ne sauraient instaurer, sur le long terme, un retour à la normal. Cette crise ne peut avoir que pour réponse une solution de nature politique. Ainsi, le FLNKS réaffirme que, conformément à son 42<sup>ème</sup> Congrès de Kaimolo (Dumbéa) du 23 mars 2024, l'obtention d'un accord politique global négocié poursuivant le processus irréversible de décolonisation du pays et instaurant une ultime étape de programmation d'accession à l'indépendance demeure l'objectif. Pour se faire, et afin de renouer le dialogue en rétablissant toutes les conditions propices à la discussion et la négociation, le 42<sup>ème</sup> Congrès du FLNKS a demandé que l'examen du projet de loi constitutionnelle dégelant le corps électoral provincial soit interrompu et qu'une mission de médiation politiquement neutre soit constituée. Force est de constater pour le FLNKS que le contexte difficile que traverse notre pays actuellement justifie davantage cela.

Constatant l'arrivée imminente du Président de la République en Kanaky Nouvelle-Calédonie afin, semble-t-il, d'installer une « mission », le FLNKS prend acte de cette initiative qui pourrait constituer une première réponse à la motion du 42<sup>ème</sup> Congrès du FLNKS. En tout état de cause, le FLNKS attend de cette visite que le Président de la République fasse une annonce relevant de sa seule responsabilité qui permette d'impulser un nouveau souffle en vue de renouer un dialogue apaisé et serein entre les trois partenaires politiques des accords.

**Pour l'animation du Bureau Politique du FLNKS**

**Patrick JOMESSY**